



Le Quotidien

Statistique Canada

Le mardi 28 juin 2005

Diffusé à 8 h 30, heure de l'Est

Communiqués

Rapports sur la santé : Décès liés aux armes à feu, 2002	3
Le taux de mortalité liée aux armes à feu a diminué de plus de moitié de 1979 à 2002, selon une nouvelle étude fondée sur les données les plus récentes tirées de la Base canadienne de données sur la mortalité.	
Cinémas et ciné-parcs, 2003-2004	5
L'intérêt manifesté par les Canadiens pour les sorties au cinéma a décliné en 2003-2004. La fréquentation combinée des cinémas et des ciné-parcs a chuté de 4,6 %, ayant mis fin à une tendance à la hausse de plus d'une décennie. Parallèlement, l'industrie a subi une baisse des recettes au guichet d'entrée, des recettes totales et des bénéfices.	
Étude : Changements à la production et à la consommation de pommes de terre, 2003	9
La population autochtone du Canada en 2017	9
Assurance-emploi, avril 2005	10
Restaurants, traiteurs et tavernes, avril 2005	12
Données administratives longitudinales, 1982 à 2003	12

(suite à la page 2)

Statistique Canada interrompt la publication d'*Infomat*

Statistique Canada publie aujourd'hui le dernier numéro d'*Infomat* (11-002-XWF), son condensé hebdomadaire des nouvelles socioéconomiques, la baisse du nombre d'abonnés ne justifiant plus sa publication.

Les abonnés recevront un remboursement selon la méthode de paiement employée au moment de l'achat.

Pour demeurer au fait des nouveaux communiqués de Statistique Canada, nous vous invitons à continuer de lire *Le Quotidien* pour obtenir les faits saillants gratuits de l'information socioéconomique la plus récente. Vous pouvez y avoir accès par l'entremise des flux RSS.

Les flux RSS vous permettent de vous renseigner sur les sujets qui vous intéressent en recevant directement à votre poste de travail les communiqués dès qu'ils sont publiés sur notre site Web. Vous n'avez pour cela qu'à utiliser votre logiciel préféré de lecture de nouvelles.

Pour plus de renseignements, communiquez avec Jacques Lefebvre au (613) 951-7220, Division des communications et des services de bibliothèque.



Statistique
Canada

Statistics
Canada

Canada

Nouveaux produits

14

Communiqués

Rapports sur la santé : Décès liés aux armes à feu

2002

Le taux de mortalité liée aux armes à feu a diminué de plus de moitié de 1979 à 2002, selon une nouvelle étude fondée sur les données les plus récentes tirées de la Base canadienne de données sur la mortalité.

L'étude, qui paraît dans le dernier numéro de *Rapports sur la santé*, indique qu'en 2002, 816 personnes (767 hommes et 49 femmes) sont décédées des suites d'une blessure causée par une arme à feu.

Chez les hommes, ce nombre représentait un taux de 4,9 décès pour 100 000 habitants, en baisse par rapport à 10,6 en 1979. Chez les femmes, le taux est passé de 1,2 à 0,3 décès pour 100 000 habitants.

Chaque année de 1979 à 2002, environ les quatre cinquièmes des décès par arme à feu étaient des suicides. Environ 15 % de ces décès étaient des homicides et environ 4 %, des accidents.

En 1979, le taux le plus élevé de mortalité liée aux armes à feu a été enregistré chez les jeunes de 15 à 24 ans. En 2002, les écarts entre les groupes d'âge n'existaient pour ainsi dire plus chez les personnes de 15 ans et plus.

Le risque de mourir des suites d'une blessure causée par une arme à feu n'était égal qu'à une fraction de celui observé aux États-Unis. En 2000, le taux d'homicides par arme à feu était de 3,8 pour 100 000 habitants aux États-Unis, soit près de huit fois le taux de 0,5 observé au Canada.

En 2000, les homicides représentaient 18 % des décès par arme à feu au Canada, comparativement à 38 % aux États-Unis.

Baisse des taux d'homicides par arme à feu

Au Canada, le taux d'homicides par arme à feu a baissé depuis 1979, ce qui reflétait une diminution du taux global d'homicides. Cependant, la proportion d'homicides commis au moyen d'une arme à feu est demeurée assez stable au cours de toute la période, s'étant établie à un peu moins d'un tiers.

Un rapport fondé sur les dossiers de police indique que les deux tiers des homicides par arme à feu ont été commis avec une arme de poing en 2002, comparativement à environ la moitié durant les années 1990. Le quart des homicides par arme à feu ont été commis avec une carabine ou un fusil de chasse.

En 2002, 31 personnes ont été tuées accidentellement par une arme à feu, soit moins de

la moitié des 71 emportées de cette façon en 1979. Trois des victimes en 2002 avaient moins de 15 ans, comparativement à 16 en 1979. Trois autres avaient de 15 à 24 ans, comparativement à 27 en 1979. La diminution des taux de mortalité chez ces deux groupes d'âge explique une grande part de la baisse du taux global de mortalité accidentelle par arme en feu entre 1979 et 2002.

Parmi les suicides commis au cours des années 1980, environ un sur trois l'a été au moyen d'une arme à feu. En 2002, la proportion n'était plus que de un sur six.

Variations géographiques

De 2000 à 2002, le taux annuel moyen de mortalité liée aux armes à feu était plus élevé dans les trois territoires qu'au Canada dans son ensemble. Le taux pour les territoires était d'au moins 10 décès pour 100 000 habitants, comparativement au taux moyen de 2,6 pour le Canada.

Les taux différaient aussi de la moyenne nationale dans plusieurs provinces. Ils étaient plus élevés au Nouveau-Brunswick, au Québec, en Saskatchewan et en Alberta. En Ontario, le taux était plus faible, soit de 1,7.

En ce qui concerne les quatre plus grandes régions métropolitaines du Canada, c'est-à-dire Montréal, Calgary, Vancouver et Toronto, le seul écart significatif entre les taux de mortalité liée aux armes à feu était celui observé pour Montréal et Toronto, soit 2,2 contre 1,3 décès pour 100 000 habitants.

L'article intitulé «Décès liés aux armes à feu», est maintenant accessible gratuitement en ligne. Pour plus de renseignements, communiquez avec Kathryn Wilkins au (613) 951-1769 (kathryn.wilkins@statcan.ca), Division de la statistique de la santé.

Autres articles

Ce numéro de *Rapports sur la santé* contient aussi des articles ayant trait aux problèmes de santé chez les étudiants à temps plein ayant un travail rémunéré, sur la proportion de Canadiens ayant consulté des médecins et des infirmières, sur la prévalence de l'obésité chez divers groupes ethniques et sur les problèmes d'audition chez les personnes âgées.

Problème de santé chez les étudiants qui travaillent

L'étude intitulée «Heures de travail et santé des élèves à temps plein» est fondée sur des données provenant de l'Enquête sur la santé dans les collectivités

canadiennes de 2003 et des cycles de 1994-1995 à 2002-2003 de l'Enquête nationale sur la santé de la population.

La cote exprimant le risque de boire de l'alcool régulièrement et d'abuser de l'alcool à l'occasion était plus élevée chez les élèves de 15 à 17 ans qui travaillaient plus qu'un nombre modeste d'heures par semaine que chez ceux qui ne travaillaient pas.

En outre, la cote exprimant le risque de devenir un buveur régulier dans les deux ans était plus élevée pour les étudiants qui travaillaient, quel que soit le nombre d'heures. De longues heures de travail étaient également associées à un risque plus élevé de fumer.

Par ailleurs, la cote exprimant la possibilité d'être physiquement actif durant les loisirs était plus élevée pour les élèves qui travaillaient que pour les autres, après avoir tenu compte de l'effet de l'âge, du revenu du ménage et de la résidence en région rurale ou urbaine.

En 2003, environ 63 % d'élèves du secondaire de 15 à 17 ans suivant des cours à temps plein avaient eu un emploi rémunéré à temps partiel ou à temps plein au cours des 12 mois qui ont précédé l'entrevue de l'ESCC.

Pour plus de renseignements sur cet article, communiquez avec Didier Garriguet au (613) 951-7187 (didier.garriguet@statcan.ca), Division de la statistique de la santé.

Adoption des services de téléassistance pour la consultation des infirmières

En 2003, la majorité des Canadiens de 12 ans et plus, soit environ 20,4 millions de personnes ou 77 % de la population, ont déclaré qu'ils avaient consulté un médecin de famille ou un omnipraticien au cours des 12 mois précédents. Ces estimations figurent dans l'article intitulé «Consultation des médecins et des infirmières».

Au cours des mêmes 12 mois, 11 % de la population (2,9 millions de personnes) avaient consulté une infirmière. La consultation la plus récente d'une infirmière avait le plus probablement eu lieu par téléphone. À peine deux ans plus tôt, le domicile du patient était le lieu le plus probable de la consultation.

Ce passage à la consultation des infirmières par téléphone reflète la mise en place, dans certaines provinces et territoires, de services de «triage téléphonique» offerts jour et nuit, toute la semaine.

Pour plus d'information sur cet article, communiquez avec Marc Hamel au (613) 951-2495 (marc.hamel@statcan.ca), Division de la statistique de la santé.

Les deux autres articles publiés dans ce numéro de *Rapports sur la santé* sont fondés sur les données de l'Enquête sur la santé dans les collectivités canadienne de 2003. Pour obtenir des renseignements sur l'article intitulé «Embonpoint, obésité et origine ethnique», communiquez avec Claudio E. Pérez au (613) 951-1733 (claudio.perez@statcan.ca), Division des industries de service. Pour des renseignements sur l'article intitulé «Problèmes d'audition chez les personnes âgées», communiquez avec Ronald Gravel au (613) 951-4592 (ronald.gravel@statcan.ca), Division de la statistique de la santé.

Les articles complets paraissent dans le numéro de juin 2005 de *Rapports sur la santé*, vol. 16, n° 4 (82-003-XIF, 17 \$ / 48 \$; 82-003-XPF, 22 \$ / 63 \$), qui est maintenant en vente. Voir *Pour commander les produits*.

Pour plus de renseignements sur la publication *Rapports sur la santé*, communiquez avec Mary Sue Devereaux au (613) 951-4381 (mary_sue.devereaux@statcan.ca), Division de la statistique de la santé. ■

Cinémas et ciné-parcs

2003-2004

Selon les nouvelles données tirées de l'Enquête sur les cinémas, l'intérêt manifesté par les Canadiens pour les sorties au cinéma a décliné en 2003-2004. La fréquentation combinée des cinémas et des ciné-parcs a chuté de 4,6 %, ayant mis fin à une tendance à la hausse de plus d'une décennie.

Parallèlement, l'industrie a subi une baisse des recettes au guichet d'entrée, des recettes totales et des bénéfices. De fait, seuls les bénéfices ont chuté de 15,8 %.

Pendant l'année, les cinémas ont vendu près de 118,2 millions de billets, soit un total de 4,6 % inférieur à celui de 2002-2003. Dans le cas des ciné-parcs, la baisse de 4,3 % relative à la fréquentation a entraîné la vente d'environ 1,5 million de billets.

La fréquentation totale des cinémas et des ciné-parcs, ayant entraîné la vente de tout juste un peu plus de 119,6 millions de billets, correspondait à peu près à la même fréquentation qu'en 2000-2001. La baisse par rapport à 2002-2003 a été simultanée à la légère hausse du prix d'entrée moyen, lequel a augmenté de 2,5 % pour se situer à 7,45 \$.

Il est possible que les craintes suscitées par le SRAS au printemps 2003, particulièrement à Toronto et à Vancouver, aient entraîné une baisse de la fréquentation des cinémas. En outre, les cinéastes ont produit moins de films à grand succès que l'année précédente, ce qui a pu amortir l'intérêt manifesté chez les adeptes potentiels des salles de cinéma.

Les cinémas plus grands de longue date, soit ceux en exploitation depuis au moins 2002, ont entraîné une baisse significative de la fréquentation. En effet, la baisse de 4,2 millions relative à la fréquentation de ces cinémas a constitué près des trois quarts de la baisse totale de la clientèle.

L'industrie a mis fin aux activités de 28 petits cinémas dont la fréquentation moyenne se fixait à 29 562 entrées chacun. La même année, 11 nouveaux cinémas ont été inaugurés, la plupart en exploitation par des chaînes, et ont déclaré une fréquentation moyenne beaucoup plus importante (114 736 entrées).

L'emploi au sein de l'industrie n'a diminué que légèrement. Pendant que le nombre d'employés à temps plein diminuait de 0,7 % pour se fixer à 1 960 employés, celui d'employés à temps partiel chutait de 2,5 % pour se fixer à 15 519 employés.

Les Albertains demeurent les plus grands adeptes des salles de cinéma

En moyenne, la fréquentation des cinémas et des ciné-parcs par les Albertains a diminué d'environ 10 % en 2003-2004. Cependant, les Albertains sont

Note aux lecteurs

L'Enquête sur les cinémas permet de recueillir des données sur l'ensemble des cinémas et des ciné-parcs au Canada. L'enquête de 2003-2004 touche 574 cinémas et 54 ciné-parcs qui ont fourni les données de l'exercice financier allant du 1^{er} avril 2003 au 31 mars 2004.

Tandis que les petits cinémas sont ceux dont les recettes d'exploitation totales sont inférieures à 500 000 \$, les cinémas moyens comptent des recettes d'exploitation allant de 500 000 \$ à 999 999 \$ et les grands cinémas, de 1 million à 5 millions de dollars. Les très grands cinémas sont ceux dont les recettes d'exploitation sont supérieures à 5 millions de dollars. Les cinémas plus grands englobent les catégories des grands cinémas et très grands cinémas, fréquemment regroupées dans la présente publication.

En outre, les cinémas de longue date désignent les établissements qui ont été en exploitation en 2002-2003 et en 2003-2004.

Aucune enquête n'a été menée en 2001-2002.

Les nouveaux cinémas dont il est question dans la présente publication sont ceux qui ont été inaugurés en 2003-2004.

Certains chiffres de 2002-2003 ont fait l'objet d'une révision minime.

demeurés les plus grands adeptes des salles de cinéma au Canada. En moyenne, chaque Albertain s'est rendu 4,6 fois à une salle de cinéma, comparativement à 5,1 fois l'année précédente.

De fait, en Alberta, à l'Île-du-Prince-Édouard, au Manitoba et en Colombie-Britannique, la fréquentation par habitant était supérieure à la moyenne nationale de 3,8 fois par année.

Selon les données de l'Enquête sur les dépenses des ménages, les ménages de l'Alberta ont consacré en moyenne 119 \$ à la fréquentation des salles de cinéma, en baisse par rapport à la moyenne précédente de 132 \$.

Il est possible que le vif intérêt manifesté en Alberta à l'égard des salles de cinéma résulte d'un revenu par habitant plus élevé, d'une structure par âge plus jeune, ainsi que d'un nombre proportionnellement plus élevé de salles de cinéma exploitées par des chaînes en région métropolitaine que dans la plupart des autres provinces et territoires.

Pour leur part, les résidents de Terre-Neuve-et-Labrador comptent depuis des années le plus faible taux de fréquentation par habitant. Il est possible que cela soit attribuable à la concentration des salles de cinéma dans quelques grands centres urbains et au manque de salles de cinéma au sein des nombreuses petites collectivités.

Le taux de fréquentation a baissé dans l'ensemble des provinces et des territoires, à l'exception de l'Île-du-Prince-Édouard et de la Nouvelle-Écosse, où les ventes de billets ont augmenté de 4,8 % et de 0,7 %, respectivement. Les baisses ont varié, allant de 1,7 % au Québec à 12,9 % dans les territoires combinés.

La plus forte baisse de la fréquentation dans les petits cinémas

À l'exclusion des ciné-parcs, la première baisse de la fréquentation des salles de cinéma en une décennie a eu lieu en 2003-2004, à la suite d'un taux de croissance annuel moyen d'environ 5,4 % de 1991-1992 à 2002-2003. La fréquentation totale des salles de cinéma s'est fixée à 118,2 millions d'entrées, en baisse de 4,6 % par rapport à l'année précédente.

Toujours en 2003-2004, 24 salles de cinéma où la fréquentation totale s'établissait à 777 338 entrées ont cessé leurs activités. Ce nombre a plus que contrebalancé l'inauguration de 11 nouvelles salles de cinéma, où la fréquentation s'est établie à 1 262 101 entrées.

Il est possible que la baisse de fréquentation en 2003-2004 soit attribuable aux cinémas de longue date, c'est-à-dire les salles de cinéma en exploitation depuis au moins 2002.

De fait, la baisse de fréquentation en pourcentage la plus marquée (-19,6 %) a eu lieu dans les petits cinémas de longue date, soit ceux dont les recettes d'exploitation étaient inférieures à 500 000 \$. Parallèlement, pendant que la fréquentation des cinémas moyens de longue date se fixait à 6,3 millions d'entrées (-7,5 %), celle des cinémas plus grands de longue date se fixait à 104,9 millions d'entrées, soit une diminution de 3,9 %.

Au cours de la dernière décennie, la croissance globale de la fréquentation a haussé la part de marché de la fréquentation des cinémas plus grands, au détriment des cinémas plus petits.

En 1991-1992, les petits cinémas représentaient plus de la moitié (54 %) de tous les cinémas et 16 % de la fréquentation. En 2003-2004, ces cinémas ne constituaient plus que 43 % de tous les cinémas et 5 % de la fréquentation.

À l'opposé, au cours de la même période, le pourcentage des cinémas plus grands a augmenté, étant passé de 27 % à 44 % de tous les cinémas, alors que le pourcentage de fréquentation à ces cinémas augmentait, étant passé de 67 % à 89 %.

Bien que la fréquentation des salles de cinéma ait diminué, le nombre de sièges est demeuré pratiquement inchangé, ce qui s'est traduit par une occupation inférieure de la capacité. En moyenne, le pourcentage de sièges occupés a chuté, étant passé de 21 % à 18 %.

Baisse des bénéfices et de la marge bénéficiaire

En 2003-2004, les recettes d'exploitation de l'industrie des salles de cinéma se sont fixées à 1,2 milliard de dollars, en baisse de 1,0 % par

rapport à l'année précédente. Tandis que les recettes du prix d'entrée ont représenté 69 % de ce total, le pourcentage des autres recettes provenait en grande partie des ventes au comptoir de rafraîchissements.

Dans l'ensemble, en 2003-2004, la marge bénéficiaire de l'industrie s'est fixée à 54,7 millions de dollars, en baisse de 15,8 %. En outre, la marge bénéficiaire globale des salles de cinéma a chuté, étant passée de 5,3 % à 4,5 %.

Les bénéfices des salles de cinéma, à l'exclusion des ciné-parcs, ont totalisé 52,7 millions de dollars, en baisse de 16,7 %.

Seuls les cinémas plus grands ont été rentables, leurs bénéfices s'étant fixés en moyenne à 217 804 \$. Il s'agissait néanmoins d'une diminution de 16,9 %.

Quant aux cinémas moyens et aux petits cinémas, les pertes moyennes qu'ils ont subies s'établissaient à 19 545 \$ et à 2 844 \$, respectivement.

Les salles de cinéma exploitées par des chaînes ont permis de tirer des bénéfices moyens plus de neuf fois supérieurs à ceux des cinémas exploités de façon indépendante, parce que la plupart des salles de cinéma exploitées par des chaînes comportent plusieurs écrans et se trouvent dans les centres urbains.

En 2003-2004, les bénéfices moyens de chaque salle de cinéma exploitée par des chaînes s'établissaient à environ 168 000 \$, comparativement à 18 000 \$ dans le cas des cinémas exploités de façon indépendante.

Les 11 nouvelles salles de cinéma (dont la plupart sont exploitées par des chaînes) ont représenté 1,1 % de la fréquentation totale. Cependant, ils ont rapporté 3,3 % du total des bénéfices réalisés par les salles de cinéma. Tandis que quatre nouveaux cinémas plus grands ont rapporté des bénéfices ayant totalisé 1,9 million de dollars, sept petits cinémas ou cinémas moyens ont affiché des pertes d'environ 106 900 \$.

En 2003-2004, la baisse de fréquentation des cinémas plus grands de longue date a été suivie d'une diminution des bénéfices, lesquels sont passés de 64,4 millions de dollars à 53 millions de dollars. La baisse des recettes d'exploitation et la hausse des coûts d'occupation ont également causé cette baisse.

Les ciné-parcs : baisse de la fréquentation, mais hausse des bénéfices

En 2003-2004, la fréquentation totale des ciné-parcs (environ 1,5 million d'entrées) n'a représenté que 1,2 % de l'ensemble de la fréquentation des salles de cinéma. La fréquentation des ciné-parcs, en baisse de 4,3 %, a diminué pour la huitième année consécutive. Quatre ciné-parcs ont cessé leurs activités au cours de l'année.

Malgré la baisse de fréquentation, les bénéfices d'exploitation des ciné-parcs ont augmenté de 14,9 % pour se situer à 2,0 millions de dollars. Leur marge bénéficiaire a également crû, étant passée de 10,0 % à 11,5 %.

Parmi les facteurs ayant contribué à la hausse des profits, on peut noter la réduction de 16 % du personnel à temps plein qui est passé à 89 employés, de même que la baisse résultante de 11,4 % du budget salarial s'étant fixé à 3,6 millions de dollars. En outre, le prix d'entrée moyen des ciné-parcs a augmenté de 3,4 % pour s'établir à 7,54 \$.

Données stockées dans CANSIM : tableau 501-0010.

Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 2416.

Certains détails de l'Enquête sur les cinémas sont accessibles dans la publication *Cinémas et ciné-parcs : tableaux de données* (87F0009XIF, gratuite). Les données tirées de cette enquête sont également offertes par province et par territoire. Les chercheurs peuvent demander des totalisations spéciales moyennant des frais.

Pour plus de renseignements, pour commander des données ou pour en savoir davantage sur les méthodes, les concepts et la qualité des données, communiquez avec les Services aux clients au (613) 951-7608 ou composez sans frais le 1 800 307-3382 (*cult.tourstats@statcan.ca*), Culture, tourisme et Centre de la statistique de l'éducation. Télécopieur : (613) 951-9040.

□

Cinémas et ciné-parcs

	Cinémas			Ciné-parcs			Total		
	1998-1999	2002-2003	2003-2004	1998-1999	2002-2003	2003-2004	1998-1999	2002-2003	2003-2004
Nombre d'établissements	614	587	574	68	58	54	682	645	628
Nombre d'écrans	2 444	2 890	2 896	106	89	84	2 550	2 979	2 980
Employés à temps plein	1 568	1 868	1 871	101	106	89	1 669	1 974	1 960
Employés à temps partiel	10 901	15 378	14 961	706	533	558	11 607	15 911	15 519
en milliers									
Fréquentation	109 688	123 815	118 161	1 945	1 543	1 477	111 633	125 358	119 637
Recettes au guichet (en dollars)	570 531	843 686	835 152	11 384	10 335	10 379	581 915	854 021	845 531
Recettes totales (en dollars)	823 301	1 218 803	1 206 328	19 419	17 692	17 584	842 720	1 236 495	1 223 912
Bénéfices (en dollars)	71 935	63 263	52 701	2 201	1 764	2 027	74 136	65 027	54 728

Note: Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre aux totaux indiqués.

Fréquentation annuelle par personne des cinémas et ciné-parcs

	Nombre de visites				
	1998-1999	1999-2000	2000-2001	2002-2003	2003-2004
Canada	3,7	3,9	3,9	4,0	3,8
Terre-Neuve-et-Labrador	1,7	1,5	1,4	2,5	2,4
Île-du-Prince-Édouard	3,5	2,8	3,1	4,1	4,3
Nouvelle-Écosse	2,9	3,3	3,5	3,8	3,8
Nouveau-Brunswick	2,6	2,7	3,1	2,8	2,6
Québec	3,7	3,9	3,8	4,0	3,9
Ontario	3,5	3,8	3,8	3,8	3,6
Manitoba	3,4	3,8	3,6	4,2	4,0
Saskatchewan	3,4	3,8	3,5	3,6	3,4
Alberta	5,0	5,1	5,0	5,1	4,6
Colombie-Britannique	4,0	4,1	4,2	4,1	3,9
Yukon, Territoires du Nord-ouest et Nunavut	3,0	2,9	3,0	3,7	3,2

Part de marché des entrées, selon la taille des cinémas

	1991-1992	1999-2000	2000-2001	2002-2003	2003-2004
Nombre total de cinémas	620	644	677	587	574
Fréquentation totale (en millions de personnes)	69,2	117,4	117,6	123,8	118,2
%					
Petits cinémas					
Nombre de cinémas	54	42	48	44	43
Fréquentation	16	6	7	5	5
Cinémas moyens					
Nombre de cinémas	19	17	14	13	13
Fréquentation	17	10	8	6	6
Plus grands cinémas					
Nombre de cinémas	27	41	38	43	44
Fréquentation	67	84	85	89	89
Ensemble des cinémas					
Nombre de cinémas	100	100	100	100	100
Fréquentation	100	100	100	100	100

Étude : Changements à la production et à la consommation de pommes de terre 2003

Qu'elles soient en purée, apprêtées à la dauphinoise ou frites, les pommes de terre ont toujours constitué une partie importante du régime alimentaire des Canadiens. De fait, il s'agit de notre légume préféré.

Une nouvelle étude révèle qu'en 2003, chaque Canadien a consommé en moyenne 113 kg de légumes. Les pommes de terre ont représenté environ 30 % des légumes consommés, une proportion bien supérieure à celle des autres légumes les plus populaires : la laitue, les carottes, les oignons et les tomates.

Environ la moitié de la production de pommes de terre au Canada est destinée au marché en frais, l'autre moitié servant à produire des aliments transformés tels que les frites et pommes de terre rissolées, les croustilles et les autres produits de pommes de terre tels que la féculé de pomme de terre.

Dans l'ensemble, la consommation de pommes de terre fraîches a affiché une baisse graduelle et constante. La consommation de produits de pommes de terre surgelés, principalement les frites, était également en baisse. Par contre, les Canadiens ont consommé davantage de produits de pommes de terre transformés, tels que les croustilles pressées et les produits déshydratés.

Il est possible que la demande de pommes de terre ait diminué en raison des divers régimes alimentaires et de la perception qu'ont les consommateurs de leur valeur nutritive. Quoi qu'il en soit, les pommes de terres constituent un produit alimentaire sain.

Cette étude permet d'en apprendre davantage sur l'histoire de la pomme de terre et les variations récentes du marché. De plus, elle présente des données tirées d'une nouvelle série expérimentale sur la consommation par habitant de pommes de terre sous forme de produits frais, de produits surgelés, de croustilles et d'autres produits, selon l'équivalent en frais, le poids de détail et le poids consommé.

En outre, la production de pommes de terres est un segment clé du secteur agricole au Canada. En 2003, la récolte des producteurs de pommes de terre au Canada a atteint un niveau record de 5,3 millions de tonnes d'une valeur de 882,6 millions de dollars.

Les producteurs canadiens ont également créé un important marché d'exportation pour certains produits de pommes de terre transformés, tels que les frites.

En 2004, la valeur de ce marché d'exportation, qui se situe principalement au sud de la frontière, se chiffrait à 902 millions de dollars. De fait, pour la première fois l'an dernier, le Canada a exporté tout juste un peu plus

de la moitié de sa production totale de pommes de terre, surtout à destination des États-Unis.

En outre, le secteur a subi une énorme transformation au Canada. Les agriculteurs de l'Île-du-Prince-Édouard sont toujours les principaux producteurs de pommes de terre.

Toutefois, depuis les années 1990, une proportion croissante de la production est passée à l'Ouest, dans les Prairies. Sur le plan de la superficie cultivée, les producteurs du Manitoba se sont emparés du deuxième rang, ayant devancé ceux du Nouveau-Brunswick.

Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 3446.

Le bulletin *Regards sur l'industrie agro-alimentaire et la communauté agricole* de juin 2005, intitulé *Les pommes de terre : production et consommation en évolution* (21-004-XIF, gratuit) est maintenant accessible en ligne. À la page *Nos produits et services*, sous *Parcourir les publications Internet*, sélectionner *Gratuites*, puis *Agriculture*.

Pour plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Bernadette Alain au (902) 893-7251 (bernadette.alain@statcan.ca), Division de l'agriculture. ■

La population autochtone du Canada en 2017

La population autochtone pourrait représenter à peu près 4,1 % de la population du Canada d'ici 2017, au moment où le pays célébrera son 150^e anniversaire, signale les nouvelles projections démographiques. Ce rapport découle d'un projet entrepris en 2004 par la Direction générale du multiculturalisme et des droits de la personne du ministère du Patrimoine canadien.

Selon les scénarios envisagés dans le cadre de ces projections, entre 1,39 million et 1,43 million de personnes pourraient faire partie de l'un des trois groupes autochtones : la population amérindienne, les Métis et les Inuits.

En 2001, la population autochtone, qui se chiffrait à environ 1 066 500 habitants, représentait 3,4 % de la population canadienne totale. (On a rajusté ce chiffre à la hausse pour tenir compte des facteurs comme le sous-dénombrement net, en se basant sur les résultats du Recensement de 2001.)

Les recensements antérieurs avaient révélé que la population autochtone augmente beaucoup plus rapidement que l'ensemble de la population. Cette tendance se poursuivra jusqu'en 2017. La population

autochtone devrait croître d'un taux moyen de 1,8 % par année, ce qui représente plus du double du taux de 0,7 % de la population générale.

Le principal facteur contribuant à la croissance plus rapide est la fécondité, car le taux de natalité autochtone correspond à environ 1,5 fois le taux canadien global.

Le scénario d'une croissance moyenne laisse supposer que la population inuite affichera le taux de croissance le plus rapide, à environ 2,3 %, comparativement à 1,9 % dans le cas de la population amérindienne du Nord et à 1,4 % dans le cas des Métis.

Le pays comptera 971 200 Indiens d'Amérique du Nord, 380 500 Métis et 68 400 Inuits d'ici 2017. La composition globale de la population autochtone ne changera pas de façon marquée. La majorité, 68 %, seront des Amérindiens du Nord, les Métis représenteront 27 %, et les Inuits, environ 5 %.

La population autochtone est beaucoup plus jeune que l'ensemble de la population canadienne, mais une tendance vers le vieillissement est évidente.

L'âge médian de la population autochtone se situait à 24,7 ans en 2001, soit 12 ans de moins que celui de la population canadienne. Il pourrait atteindre 27,8 ans d'ici 2017, mais ce chiffre demeure tout de même inférieur de 13 ans à l'âge médian canadien. (L'âge médian correspond au point auquel une moitié de la population est plus âgée que l'autre moitié.)

Cette tendance s'explique principalement par l'espérance de vie accrue et la baisse graduelle de la fécondité des Autochtones.

Le principal défi que devra relever la population autochtone d'ici 2017 pourrait résider dans le grand nombre de jeunes adultes de 20 à 29 ans qui entreront au sein du marché du travail. On anticipe que ce groupe d'âge augmentera de plus de 40 % pour représenter 242 000 personnes. Ce taux équivaut à plus du quadruple du taux de croissance de 9 % prévu pour le même groupe d'âge au sein de la population générale.

À l'autre extrémité du spectre de l'âge, le nombre d'aînés autochtones âgés de 65 ans et plus pourrait doubler d'ici 2017, mais leur part de la population ne passera que de 4,0 % à 6,5 %.

La concentration la plus élevée d'Autochtones se retrouvait dans les Prairies et dans le Nord en 2001. Cette répartition ne devrait pas changer au cours des 12 prochaines années.

À l'échelle provinciale, l'Alberta pourrait dépasser la Colombie-Britannique en 2017 à titre de province comptant la deuxième population autochtone en

importance. L'Alberta, où est prévue une population de 232 000 Autochtones, se classerait tout juste derrière l'Ontario, avec 268 000.

Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 5131.

Il est maintenant possible de se procurer la publication *Projections de populations autochtones, Canada, provinces et territoires* (91-547-XIF, gratuite) en ligne. À la page *Nos produits et services*, sous *Parcourir les publications Internet*, sélectionner *Gratuites*, puis *Population et démographie*.

Pour plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec les Relations avec les médias au (613) 951-4636 (ligneinfomedias@statcan.ca), Division des communications et des services de bibliothèque. ■

Assurance-emploi

Avril 2005 (données provisoires)

Après quatre mois consécutifs de faibles augmentations, le nombre estimatif de Canadiens (données désaisonnalisées) ayant reçu des prestations ordinaires d'assurance-emploi a diminué légèrement en avril (-0,8 %) par rapport à mars. Comparativement à avril 2004, le nombre de bénéficiaires ayant reçu des prestations ordinaires a chuté de 4,5 % à l'échelle nationale.

Les diminutions en avril ont eu lieu en Alberta (-4,9 %), en Saskatchewan (-2,7 %), au Québec (-1,0 %) et en Ontario (-0,8 %). Les provinces ayant affiché des hausses mensuelles étaient l'Île-du-Prince-Édouard (+3,4 %) et le Manitoba (+1,1 %).

Le nombre de bénéficiaires ayant reçu des prestations ordinaires en Alberta a chuté pour un huitième mois consécutif, ayant poursuivi une forte tendance à la baisse qui a débuté au milieu de 2003. Depuis juillet 2003, le nombre de personnes ayant reçu des prestations ordinaires a chuté de 34,9 % en Alberta. D'autres provinces ont aussi affiché des diminutions depuis juillet 2003, en particulier la Colombie Britannique (-25,8 %), la Saskatchewan (-14,1 %) le Québec (-12,2 %) et l'Ontario (-9,5 %).

De plus, les prestations ordinaires versées en avril ont totalisé 688,9 millions de dollars tandis que le nombre de demandes initiales et renouvelées s'établissait à 234 550 (données désaisonnalisées).

Statistiques sur l'assurance-emploi

	Avril 2005	Mars 2005	Avril 2004	Mars à avril 2005	Avril à avril 2005	
données désaisonnalisées						
	var. en %					
Bénéficiaires ordinaires	525 030 ^P	529 490 ^r	549 910	-0,8	-4,5	
Montant versé de prestations ordinaires (en millions de dollars)	688,9 ^P	725,8 ^r	723,9	-5,1	-4,8	
Demandes initiales et renouvelées reçues (en milliers)	234,6 ^P	255,7 ^r	234,2	-8,3	0,1	
données non désaisonnalisées						
Ensemble des bénéficiaires (en milliers) ¹	882,2 ^P	966,3 ^P	911,3			
Bénéficiaires ordinaires (en milliers)	588,8 ^P	665,4 ^P	617,6			
Demandes initiales et renouvelées reçues (en milliers)	181,9	219,1	179,6			
Montant versé (en millions de dollars)	1 397,7	1 334,2	1 332,4			
données cumulatives (janvier à avril)						
			2005	2004	2004 à 2005	
					var. en %	
Demandes reçues (en milliers)				926,9	921,5	0,6
Montant versé (en millions de dollars)				5 773,9	5 836,1	-1,1

^r Données révisées.

^P Données provisoires.

1. L'ensemble des bénéficiaires inclut tous les prestataires recevant des prestations de type ordinaire (par exemple, en raison d'un licenciement) ou des prestations spéciales (par exemple, pour cause de maladie). Ces bénéficiaires comprennent toutes les personnes qui ont reçu des prestations pour la semaine de référence de l'Enquête sur la population active qui comprend habituellement le quinzième jour du mois.

Nombre de bénéficiaires recevant des prestations ordinaires

	Avril 2005 ^P	Mars à avril 2005	Avril 2004 à avril 2005
données désaisonnalisées			
	var. en %		
Canada	525 030	-0,8	-4,5
Terre-Neuve-et-Labrador	37 870	0,4	1,7
Île-du-Prince-Édouard	8 400	3,4	5,7
Nouvelle-Écosse	30 240	0,0	-1,7
Nouveau-Brunswick	34 820	-0,2	0,7
Québec	177 760	-1,0	-3,5
Ontario	133 730	-0,8	-3,5
Manitoba	13 000	1,1	-5,8
Saskatchewan	11 250	-2,7	-12,2
Alberta	23 070	-4,9	-22,0
Colombie-Britannique	52 360	0,2	-12,4
Yukon	900	2,3	-7,2
Territoires du Nord-Ouest	710	0,0	-15,5
Nunavut	400	0,0	0,0

^P Données provisoires.

Note: Le nombre de bénéficiaires comprend toutes les personnes qui ont reçu des prestations ordinaires pour la semaine de référence de l'Enquête sur la population active qui comprend habituellement le quinzième jour du mois.

Nota : Les données du programme des statistiques de l'assurance-emploi sont produites à partir de données administratives et peuvent de temps à autre subir l'effet de changements apportés à la *Loi sur l'assurance-emploi* ou aux procédures administratives. Le nombre de bénéficiaires représente toutes les personnes qui ont reçu des prestations d'assurance-emploi durant la semaine comprenant la quinzième journée du mois. Les prestations ordinaires versées représentent le montant total d'argent perçu par les individus durant le mois.

Données stockées dans CANSIM : tableaux 276-0001 à 276-0006, 276-0009, 276-0011, 276-0015 et 276-0016.

Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 2604.

Les données de mai sur l'assurance-emploi seront diffusées le 26 juillet.

Pour obtenir des données ou des renseignements généraux, communiquez avec les Services à la clientèle au (613) 951-4090 ou composez sans frais le 1 866 873-8788 (travail@statcan.ca). Pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Gilles Groleau au (613) 951-4091, Division de la statistique du travail. ■

Restaurants, traiteurs et tavernes

Avril 2005 (données provisoires)

Les ventes totales de l'industrie des restaurants, des traiteurs et des tavernes se sont chiffrées à 3,1 milliards de dollars en avril, en hausse de 2,3 % par rapport à avril 2004 (données non désaisonnalisées et non ajustées pour tenir compte de l'inflation).

Les augmentations des ventes provinciales les plus importantes d'une année à l'autre ont été enregistrées en Alberta (+11,6 %), en Colombie-Britannique (+11,4 %) et à Terre-Neuve-et-Labrador (+6,3 %).

À l'échelle nationale, la hausse d'une année à l'autre des recettes (+2,3 %) a été attribuable à l'augmentation de la valeur des ventes des restaurants à service complet (+2,5 %) et à service limité (+2,0 %). Ces deux secteurs représentaient 85 % des recettes de l'industrie en avril. Toutefois, le secteur des traiteurs, des cantines et des comptoirs mobiles et celui des entrepreneurs en restauration ont eu des augmentations plus élevées, soit de 8,0 % et de 5,8 % respectivement, mais représentaient seulement 7 % des recettes de l'industrie.

Recettes des services de restauration

	Mars 2004 ^r	Mars 2005 ^r	Avril 2004 ^r	Avril 2005 ^p
données non désaisonnalisées, en milliers de dollars				
Recettes totales des services de restauration	2 913 986	3 018 912	3 048 347	3 119 319
Restaurants à service complet	1 355 592	1 407 893	1 421 970	1 457 587
Restaurants à service restreint	1 140 381	1 147 547	1 176 265	1 199 238
Entrepreneurs en restauration	153 489	180 039	157 547	166 607
Traiteurs, cantines et comptoirs mobiles	49 238	54 756	59 265	64 019
Débites de boissons alcoolisées	215 286	228 677	233 300	231 869
Recettes totales des provinces et territoires				
Terre-Neuve-et-Labrador	30 984	36 793	34 565	36 730
Île-du-Prince-Édouard	11 198	10 490	11 100	9 953
Nouvelle-Écosse	76 725	67 564	76 211	71 431
Nouveau-Brunswick	60 575	54 877	56 415	57 086
Québec	576 033	601 803	641 921	637 186
Ontario	1 141 312	1 183 463	1 229 500	1 220 851
Manitoba	81 539	76 731	83 586	80 745
Saskatchewan	75 525	70 773	81 980	76 443
Alberta	346 626	382 479	348 911	389 505
Colombie-Britannique	500 136	523 983	475 341	529 351
Yukon	3 694	2 493	2 391	2 430
Territoires du Nord-Ouest	8 406	7 011	5 836	7 238
Nunavut	1 234	452	589	369

^r Données révisées.

^p Données provisoires.

Nota : L'Enquête mensuelle des restaurants, traiteurs et tavernes a subi des changements importants. L'enquête a été restructurée à partir du mois de référence d'avril 2004, et un nouvel échantillon a été sélectionné. De plus, à partir du mois de référence de mai 2004, une stratégie d'utilisation accrue des données de la TPS a été introduite dans l'enquête pour réduire le fardeau de réponse des répondants et les coûts de collecte. La révision rétroactive des estimations, à l'échelle du Canada, des provinces et des territoires, a donc remonté jusqu'en janvier 1998, pour toutes ces raisons.

Données stockées dans CANSIM : tableau 355-0001.

Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 2419.

Pour plus de renseignements, pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, ou pour obtenir le rapport sur la nouvelle méthodologie de l'Enquête mensuelle des restaurants, traiteurs et tavernes, communiquez avec Alain Mbassegue au (613) 951-2011 (alain.mbassegue@statcan.ca), Division des industries de service. Télécopieur : (613) 951-6696. ■

Données administratives longitudinales 1982 à 2003

Les données de 2003 ont été ajoutées à la banque de données administratives longitudinales (DAL). Cette banque de données s'étend désormais sur une période de 22 ans, soit de 1982 à 2003, et comprend des renseignements sur les particuliers et les familles de recensement.

La banque DAL, qui représente un échantillon longitudinal de 20 % des déclarants canadiens, offre aux chercheurs et aux analystes un outil leur permettant d'étudier les changements de revenu que connaissent les particuliers et leur famille. La banque DAL comprend une grande variété de variables sur le revenu et des caractéristiques démographiques telles que le revenu d'emploi, le revenu d'emploi autonome, les cotisations aux REER, les pensions alimentaires, l'âge, le sexe et la composition de la famille de recensement. Son vaste échantillon (4,8 millions de personnes en 2003) assure des estimations fiables à l'échelon du Canada, des provinces, des régions métropolitaines de recensement et de plusieurs régions infraprovinciales au moyen d'agrégations de codes postaux.

La banque DAL contient maintenant de l'information tirée de la banque de données longitudinales

sur les immigrants. L'échantillon comprend près de 600 000 immigrants arrivés entre 1980 et 2003, et des renseignements sur leurs caractéristiques à l'établissement sont offerts.

Le *Dictionnaire des données administratives longitudinales* (12-585-XIF, gratuit) est accessible en ligne. La version pour l'année 2003 sera bientôt disponible. Des totalisations spéciales incluant les données de 2003 sont maintenant en vente (13C0019, prix variés).

Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 4107.

Pour plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec les Services à la clientèle au (613) 951-9720 ou composez sans frais le 1 866 652-8443 (infodra@statcan.ca), Division des données régionales et administratives. Télécopieur : (613) 951-4745 ou sans frais au 1 866 652-8444. ■

Nouveaux produits

Infomat, revue hebdomadaire, 28 juin 2005
Numéro au catalogue : **11-002-XWF** (100 \$).

Regards sur l'industrie agro-alimentaire et la communauté agricole, juin 2005
Numéro au catalogue : **21-004-XIF**
(gratuit).

Acier, produits tubulaires et fil d'acier, avril 2005,
vol. 1, n° 4
Numéro au catalogue : **41-019-XIF** (6 \$/51 \$).

Emploi, gains et durée du travail, avril 2005, vol. 83,
n° 4
Numéro au catalogue : **72-002-XIB** (26 \$/257 \$).

Rapports sur la santé, 2004, vol. 16, n° 4
Numéro au catalogue : **82-003-XIF** (17 \$/48 \$).

Rapports sur la santé, 2004, vol. 16, n° 4
Numéro au catalogue : **82-003-XPf** (22 \$/63 \$).

Cinémas et ciné-parcs : tableaux de données, 2003-2004
Numéro au catalogue : **87F0009XIF**
(gratuit).

Projections des populations autochtones, Canada, provinces et territoires, 2001 à 2017
Numéro au catalogue : **91-547-XIF**
(gratuit).

Les prix sont en dollars canadiens et n'incluent pas les taxes de vente. Des frais de livraison supplémentaires s'appliquent aux envois à l'extérieur du Canada.

Les numéros au catalogue se terminant par : -XWF, -XIB ou -XIF représentent la version électronique offerte sur Internet, -XMB ou -XMF, la version microfiche, -XPB ou -XPF, la version papier, -XDB ou -XDF, la version électronique sur disquette, -XCB ou -XCF, la version électronique sur CD-ROM, -XVB ou -XVF, la version électronique sur DVD-ROM et -XBB ou -XBF, une base de données.

Pour commander les produits

Pour commander par téléphone, ayez en main :

- Le titre
- Le numéro au catalogue
- Le numéro de volume
- Le numéro de l'édition
- Votre numéro de carte de crédit.

Au Canada et aux États-Unis, composez le : **1-800-267-6677**

Pour les autres pays, composez le : **1-613-951-2800**

Pour envoyer votre commande par télécopieur,
composez le : **1-877-287-4369**

Pour un changement d'adresse ou pour connaître
l'état de votre compte, composez le : **1-877-591-6963**

Pour commander par la poste, écrivez à : Finances, immeuble R.-H.-Coats, 6^e étage, Statistique Canada, Ottawa, K1A 0T6. Veuillez inclure un chèque ou un mandat-poste à l'ordre du **Receveur général du Canada/Publications**. Au Canada, ajoutez 6 % de TPS et la TVP en vigueur.

Pour commander par Internet, écrivez à : infostats@statcan.ca ou téléchargez la version électronique en vous rendant au site Web de Statistique Canada (www.statcan.ca). À la page *Nos produits et services*, sous *Parcourir les publications Internet*, choisissez *Payantes*.

Les agents libraires agréés et autres librairies vendent aussi les publications de Statistique Canada.

Catalogue 11-001-Xif (juin 11-010-150-0304001)



Le Quotidien

Statistique Canada

Le jeudi 8 juin 1997
Heure d'été observée à 8 h 30

PRINCIPAUX COMMUNIQUÉS

- **Transport urbain, 1996** 2
Malgré la priorité accordée aux services de transport urbain, les Canadiens y ont de moins en moins recours. En 1996, les Canadiens ont effectué un voyage moyen de déplacement au travail et les services de transport urbain, soit le niveau le plus bas enregistré au cours des 25 dernières années.
- **Productivité, rémunération horaire et coût unitaire de la main-d'œuvre, 1996** 5
À l'instar de la croissance de l'industrie et des emplois, la hausse de la productivité des entreprises canadiennes en 1996 s'est avérée encore une fois relativement faible.

AUTRES COMMUNIQUÉS

- Indice des offres d'emploi, mai 1997 10
- Emplois sur les équipements à court terme 10
- Aides en formes positives, septembre 1997 11
- Production d'œufs, avril 1997 11

NOUVELLES PARUTIONS 12



Bulletin officiel de diffusion des données de Statistique Canada

Numéro au catalogue 11-001-XIF.

Publié tous les jours ouvrables par la Division des communications, Statistique Canada, Immeuble R.-H.-Coats, 10^e étage, section G, Ottawa, K1A 0T6.

Pour consulter *Le Quotidien* sur Internet, visitez notre site à l'adresse <http://www.statcan.ca>. Pour le recevoir par courrier électronique tous les matins, envoyez un message à lstproc@statcan.ca. Laissez en blanc la ligne de l'objet. Dans le corps du message, tapez : subscribe quotidien prénom et nom.

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada. © Ministre de l'Industrie, 2007. Tous droits réservés. Le contenu de la présente publication électronique peut être reproduit en tout ou en partie, et par quelque moyen que ce soit, sans autre permission de Statistique Canada, sous réserve que la reproduction soit effectuée uniquement à des fins d'étude privée, de recherche, de critique, de compte rendu ou en vue d'en préparer un résumé destiné aux journaux et/ou à des fins non commerciales. Statistique Canada doit être cité comme suit : Source (ou « Adapté de », s'il y a lieu) : Statistique Canada, année de publication, nom du produit, numéro au catalogue, volume et numéro, période de référence et page(s). Autrement, il est interdit de reproduire le contenu de la présente publication, ou de l'emmagasiner dans un système d'extraction, ou de le transmettre sous quelque forme ou par quelque moyen que ce soit, reproduction électronique, mécanique, photographique, pour quelque fin que ce soit, sans l'autorisation écrite préalable des Services d'octroi de licences, Division des services à la clientèle, Statistique Canada, Ottawa, Ontario, Canada K1A 0T6.